



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
5 avenue Buffon - CS 96407  
45064 Orleans Cedex 2

Parçay-meslay, le 03/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAREC**

ZA Ouest la Boitardière  
1381 Chemin du Roi  
37400 Amboise

Références : VAT20250364  
Code AIOT : 0010013582

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement SAREC implanté ZA Ouest la Boitardière 1381 Chemin du Roi 37400 Amboise. L'inspection a été annoncée le 12/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAREC
- ZA Ouest la Boitardière 1381 Chemin du Roi 37400 Amboise
- Code AIOT : 0010013582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de la société SAREC sont situées 1381 Chemin du Roi en Z.A. Ouest la Boitardière à Amboise. Depuis 1975, elle exerce une activité de collecte, tri, transit et traitement de déchets non dangereux et dangereux auprès des entreprises, collectivités et particuliers.

- En 1986, suite à un changement d'exploitant, l'entreprise Guy Lenoir devient SAREC.
- En 1995, l'entreprise se diversifie et souhaite réceptionner des déchets de type papiers et cartons.
- En 1997, l'entreprise s'agrandit et décide d'acquérir la parcelle limitrophe n° 1497 permettant une augmentation de surface de 2430 m<sup>2</sup> de la plateforme de stockage.

La société SAREC située au 1381 Chemin du Roi en Z.A. Ouest la Boitardière à Amboise occupe les parcelles cadastrales suivantes :

- Zone F, Parcelle n°1497 : stockage
- Zone F, Parcelle n°1910 : stockage
- Zone F, Parcelle n°1911 : administratif et stockage

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Provenance des déchets	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 1.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois
8	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
9	Aires de stockages	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois
10	Evaluation des volumes de stockage	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois
11	Hauteur des déchets	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Procédure d'information préalable	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	Valeurs limites des rejets aqueux	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.3.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
16	Envols de déchets	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 2.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
17	Abord de l'installation	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 2.3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantités autorisées	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Liste des déchets admis	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 1.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.2.4.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Transit des déchets dangereux	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 5.1.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Étiquetage des substances et mélanges	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 7.6.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	mélanges dangereux	article 7.6.2	Demande d'action corrective	
7	Consigne de confinement	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 7.7.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
14	Plan des réseaux des effluents	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
15	Aire d'entreposage des déchets	AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
18	Zone d'entreposage et de manipulation des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1_§3.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Quantités autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Batteries
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique de la nomenclature des ICPE : 2710-1a Intitulé : Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1 - Collecte de déchets dangereux : la quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 tonnes Activité : Apport de batteries et pots catalytiques par des particuliers Volumes / Quantités : 23 tonnes Régime de classement : A
<b>Constats :</b>  D'après le logiciel NESSY utilisé par l'exploitant pour le suivi des activités du site, le stock sur site de batteries s'élève à 5,880 tonnes le jour de l'inspection.

6 bacs de 1 m<sup>3</sup> contenant des batteries ont été vus sur le site ce qui est en cohérence avec l'évaluation des stocks faite par l'exploitant.  
La quantité maximale de batteries autorisée sur le site est respectée.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Liste des déchets admis**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/05/2019, article 1.2.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Liste des déchets admis

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Liste des déchets admis :

Code déchets	Nature des déchets
12 01 01	Limaille et chute de métaux ferreux
12 01 03	Limaille et chute de métaux non ferreux
15 01 01	Emballages en papier/carton
15 01 02	Emballages en matières plastiques

15 01 03	Emballages en bois
15 01 04	Emballages métalliques
15 01 06	Emballages en mélange
16 01 17	Métaux ferreux
16 01 18	Métaux non ferreux
16 02 14	Équipements mis au rebut autre que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13
16 06 01*	Accumulateur au plomb
16 08 02*	Catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition dangereux
17 02 01	Bois

17 02 03	Matières plastiques
17 04 01	Cuivre, bronze, laiton
17 04 02	Aluminium
17 04 03	Plomb
17 04 04	Zinc
17 04 05	Fer et acier
17 04 06	Étain
17 04 07	Métaux en mélange

**Constats :**

Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n°15] :

L'exploitant effectue du transit de DEEE sur des codes déchets non autorisés. L'exploitant régularise sa situation administrative soit en interdisant ces codes déchets sur son installation, soit



en effectuant un «Porter à connaissance», pour modifier son arrêté préfectoral.

Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :

« Notre consultant ICPE (Thérius) s'occupera du porter à connaissance. Nous sommes en train de revalider l'ensemble des codes déchets nécessaires à notre activité ».

Visite d'inspection du 20/03/2025 :

L'exploitant mentionne qu'un porter à connaissance a été adressé à la préfecture par lettre recommandée pour demander une modification de la liste des déchets admis avec l'ajout de nouveaux codes (courrier distribué le 02/07/2024). Une copie est transmise à l'inspection. Ce document est en cours d'instruction.

D'après le registre des déchets entrants pour l'année 2024, l'inspection constate la réception de déchets non inclus dans la liste des déchets admis à savoir :

- 6 tonnes de déchets sous le code 02 01 03 (déchets verts) ;
- 40 tonnes sous le code 03 01 05 (bois sciure) ;
- 166 tonnes sous le code 17 01 07 (gravats) ;
- 5 tonnes sous le code 17 02 02 (verre) ;
- 2 tonnes sous le code 17 04 11 (câbles DEEE) ;
- 10 tonnes sous le code 20 03 01 (déchets organiques).

A noter que ces codes déchets ne sont pas pris en compte dans la liste des déchets admis ni dans la liste des codes déchets du porter à connaissance.

**Le porter à connaissance reste à instruire.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Provenance des déchets**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/05/2019, article 1.2.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Provenance des déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les déchets dangereux sont uniquement issus du point d'apport volontaire par des particuliers de

<p>batteries et pots catalytiques.</p> <p>Les déchets reçus sur l'exploitation proviennent uniquement des départements d'Indre-et-Loire (37) et du Loir-et-Cher (41).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 16] :</u></p> <p>Les déchets reçus sur l'exploitation ne proviennent pas uniquement des départements d'Indre-et-Loire (37) et du Loir-et-Cher (41).</p> <p><u>Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :</u></p> <p>Concernant l'origine géographique pour les achats détails, il s'agit d'une erreur de notre part puisque nous renseignons les cartes d'identité des personnes (obligation livre de police). Cependant les AMPG 2710-1 et 2710-2 ne demandent pas de renseigner ce point. Nous vous confirmons que nos déchets proviennent du 37 et 41 uniquement. Nous prenons en compte ce point et modifierons nos pratiques dans la prochaine déclaration GERE.</p> <p><u>Visite d'inspection du 20/03/2025 :</u></p> <p>D'après le registre des déchets entrants pour l'année 2024 transmis par l'exploitant, sur la période de septembre à décembre, les déchets réceptionnés des professionnels proviennent du 37 et du 41 à l'exception de quelques dépôts ponctuels qui sont renseignés comme provenant de Paris (dépôts du 01/10/24 et du 30/09/24) et du département 49 (dépôt du 05/12/24). Les autres déchets réceptionnés ne provenant pas des départements 37 et 41 sont a priori des dépôts de particuliers (producteurs identifiés par un nom et un prénom).</p> <p>L'inspection confirme par ailleurs que les apports de déchets provenant de particuliers ne doivent effectivement pas être tracés dans le registre chronologique des déchets entrants tenu au titre du R. 541-43-I (activité du site classée sous la rubrique 2710).</p> <p>L'inspection reste en attente d'une prochaine vérification de la bonne prise en compte des engagements de l'exploitant dans la tenue du registre (saisie de l'adresse du chantier d'où proviennent les déchets et pas du siège social de l'entreprise et registre dédié aux apports des professionnels) pour lever le constat de la précédente inspection.</p> <p><b>Le constat est maintenu. Les déchets reçus sur l'exploitation ne proviennent pas uniquement des départements d'Indre-et-Loire (37) et du Loir-et-Cher (41).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

**N° 4 : Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 2] :</u> L'implantation de la vanne de confinement ainsi que son mode opératoire doivent être signalés sur un panneau de manière idoine pour que ces indications ne s'altèrent pas avec le temps.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :</u> « Nous avons contacté l'imprimerie LA GRAFFINERIE située Nazelles (37). Nous avons reçu un devis, que nous avons signé, pour la création de panneaux : - Plan de circulation - 800x600 mm - Batterie - 300x210 mm - Vanne Guillotine - 600x800 mm Réception des panneaux vers le 15/06. » Le devis DEV2405-2651 signé le 28/05/2024 avec la mention bon pour accord est annexé à la réponse de l'exploitant.</p> <p><u>Visite d'inspection du 20/03/2025 :</u></p> <p>L'inspection constate la bonne installation dudit panneau lors de la visite du site.</p> <p><b>Conforme. L'écart relevé lors de la précédente inspection est levé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Transit des déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des déchets dangereux
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles et accumulateurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 1] :</u></p> <p>L'inspection a constaté la présence de 19 tonnes de batteries situées à l'extérieur dans des bacs étanches. D'après l'article 1.2. de l'arrêté préfectoral n° 20703 du 23/05/2019, la société SAREC est autorisée à recevoir 23 tonnes de batteries.</p> <p>La société SAREC ne dispose pas les batteries dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :</u></p> <p>« Les batteries sont des accumulateurs. Notre AP mentionne que ce type de déchets peut ne pas être abrité des intempéries dans un local spécifique dédié (Cf. Art. 5.1.3 de l'AP)</p> <p>Par ailleurs, en matière de maîtrise des risques, nous ne souhaitons pas mettre de batteries dans nos locaux. Le risque incendie est trop important. »</p> <p><u>Visite d'inspection du 20/03/2025 :</u></p> <p>Vu lors de la visite les batteries sont stockées dans des bacs étanches et fermés abrités ainsi des intempéries.</p> <p><b>Conforme. L'écart relevé lors de la précédente inspection est levé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Étiquetage des substances et mélanges dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étiquetage des déchets dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux.</p> <p>A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 3] :</u></p> <p>Le signallement des symboles de danger des produits ou déchets dangereux doit être réalisé sur un panneau de manière idoine pour que cette indication ne s'altère pas avec le temps.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant le 10/06/2024 :</u></p> <p>« Nous avons contacté l'imprimerie LA GRAFFINERIE située Nazelles (37). Nous avons reçu un devis, que nous avons signé, pour la création de panneaux :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Plan de circulation - 800x600 mm</li><li>- Batterie - 300x210 mm</li><li>- Vanne Guillotine - 600x800 mm</li></ul> <p>Réception des panneaux vers le 15/06. »</p> <p>Le devis DEV2405-2651 signé le 28/05/2024 avec la mention bon pour accord est annexé à la réponse de l'exploitant.</p> <p><u>Visite d'inspection du 20/03/2025 :</u></p> <p>Vu lors de la visite du site sur le bac disposé à l'entrée pour le dépôt des batteries le panneau de signallement avec le symbole de danger adhoc.</p> <p>L'inspection n'a, par contre, pas pu vérifier la présence de panneaux avec le symbole de danger sur les bacs de stockage des batteries (faces non visibles). L'exploitant mentionne avoir apposé aussi les panneaux en question sur ces bacs.</p>

Conforme. L'écart relevé lors de la précédente inspection est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consigne de confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2019, article 7.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Etablissement de procédure

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Constats :

Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 4] :

La consigne de mise en œuvre du confinement des eaux susceptibles d'être polluées doit être affichée sur un panneau de manière idoine pour que cette indication ne s'altère pas avec le temps.

Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :

« Nous avons contacté l'imprimerie LA GRAFFINERIE située Nazelles (37). Nous avons reçu un devis, que nous avons signé, pour la création de panneaux :

- Plan de circulation - 800x600 mm

- Batterie - 300x210 mm

- Vanne Guillotine - 600x800 mm

Réception des panneaux vers le 15/06. »

Le devis DEV2405-2651 signé le 28/05/2024 avec la mention bon pour accord est annexé à la réponse de l'exploitant.

Visite d'inspection du 20/03/2025 :

L'inspection constate la présence dudit panneau lors de la visite du site.

**Conforme. L'écart relevé lors de l'inspection est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Registre déchets sortants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Registre des déchets sortants

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 6] :



L'exploitant ne renseigne pas correctement et totalement le registre des déchets sortants.

Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :

"Nous avons contacté le fournisseur CAKTUS (Logiciel NESSY) afin qu'il nous fasse une formation sur la méthodologie de remplissage du logiciel et sur la traçabilité des déchets."

Un devis CAKTUS daté du 06/06/2024 (devis non signé) est annexé à la réponse de l'exploitant.

Visite d'inspection du 20/03/2025 :

L'exploitant a transmis son registre des déchets sortants pour l'année 2024 à la demande de l'inspection.

L'inspection constate que la structure du fichier transmis contient tous les champs nécessaires pour la bonne tenue du registre.

Le registre est bien renseigné à l'exception des informations relatives au transport des déchets qui ne sont pas intégralement saisies pour tous les flux de déchets expédiés (n°SIRET, raison sociale, adresse et n°récépissé du transporteur).

**L'exploitant ne renseigne pas totalement le registre des déchets sortants (informations relatives au transporteur des déchets).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 9 : Aires de stockages**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Aires de stockages distinctes et clairement repérées.

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées par des marquages ou des affichages approprié.

[...]

**Constats :**

Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 7] :

Les aires ne sont pas distinctes et clairement repérées.

Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :

« Nous avons pris contact avec plusieurs fournisseurs de blocs béton amovibles. Nous sommes en attente de devis.

Nous sommes en train d'étudier les surfaces nécessaires à notre organisation, en lien avec notre AP. La mise en place nécessite un long moment d'adaptation, nous devons vider l'ensemble de nos zones de stockages pour installer les blocs. »

Un devis de l'entreprise Chavigny pour des blocs béton daté du 04/06/2024 est annexé à la réponse de l'exploitant.

Visite d'inspection du 20/03/2025 :

L'inspection constate que les déchets sont encore entreposés les uns à côté des autres sans qu'aucune délimitation ne soit présente. De ce fait, les aires d'entreposage ne sont pas suffisamment distinctes.

A noter notamment un stock de balles de cartons entreposées devant les bacs fermés contenant les batteries. Le plan de stockage fourni par l'exploitant ne mentionne pas de zone d'entreposage de papier/carton à cet endroit. L'exploitant explique avoir eu des dépôts significatifs de deux entreprises la semaine précédant l'inspection et que le site est saturé actuellement mais que l'évacuation de ces déchets est programmée.

L'exploitant mentionne également la signature d'un devis pour la réception de blocs en béton en date du 10/01/2025. L'exploitant a par ailleurs présenté à l'inspection deux mails du fournisseur StockBloc fabricant de blocs béton modulables datés respectivement du 07/03/2025 puis du 17/03/2025 mentionnant un report de date pour la livraison des blocs en béton.

La réorganisation du stockage du site à l'aide de blocs en béton est bien engagée. L'exploitant veillera à finaliser la réorganisation de ces aires de stockage en respectant le plan général de stockage du site ou sollicitera en amont une demande d'aménagement en déposant un plan à connaissance.

Dans l'attente, le constat maintenu. **Les aires ne sont pas distinctes et clairement repérées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 10 : Evaluation des volumes de stockage**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Evaluation des volumes de stockage.

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

[...]

**Constats :**

Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 8] :

L'exploitant ne dispose pas de moyens pour évaluer le volume de ses stocks.

Visite d'inspection du 20/03/2025 :

Aucune marque visuelle ou autre moyen n'a été mis en place pour permettre d'évaluer le volume de ses stocks. L'exploitant mentionne que cela sera fait dans un 2ème temps une fois que le stockage des déchets sera réorganisé (cf. point de contrôle précédent).

Constat maintenu. **L'exploitant ne dispose pas de moyens pour évaluer le volume de ses stocks.**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 11 : Hauteur des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Hauteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres. [...]  <b>Constats :</b>  La hauteur du tas de bois est estimée à 4 mètres et la hauteur du tas de ferrailles à 5 mètres. <b>La hauteur des tas de bois et de ferrailles dépasse la hauteur autorisée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 12 : Procédure d'information préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Procédure d'information préalable
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations

complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.

b) Dispositions particulières :

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.

Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.

Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.

## Constats :

Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 10] :

La société SAREC doit prévoir un cartouche sur la FID concernant l'origine du déchet et s'assurer que le producteur remplit correctement l'ensemble des informations (si besoin la société SAREC peut l'aider sur ce point).

Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :

"Nous avons contacté le fournisseur CAKTUS (Logiciel NESSY) afin qu'il mette à jour notre FID, en intégrant l'origine géographique du déchet et l'apparence du déchet."

Le devis CAKTUS du 06/06/2024 (devis non signé) est annexé à la réponse de l'exploitant.

Visite d'inspection du 20/03/2025 :

L'exploitant explique que les fiches d'informations préalables sont initiées grâce au logiciel NESSY de SAREC (fiche FID vierge préremplie des éléments saisis dans le logiciel).

NESSY de SAREC (fiche FID vierge préremplie des éléments saisis dans le logiciel).  
L'exploitant présente un mail de demande de SAREC adressé au fournisseur du logiciel NESSY daté du 02/09/2024 pour intégrer dans la FID vierge un cartouche sur l'origine géographique du déchets et l'apparence du déchets (couleur).

Vérification par l'inspection faite par sondage. L'exploitant a présenté à sa demande une FID. Après vérification, une adresse y est bien mentionnée mais pas d'information sur l'apparence du déchets (couleur). L'exploitant précise qu'il s'agit bien de l'adresse du chantier d'où provient le déchet (cette information est saisie dans le logiciel par ses soins) et constate qu'il manque effectivement un titre pour préciser qu'il s'agit bien de l'adresse d'origine du déchet (et pas du siège social du producteur par exemple).

L'exploitant s'engage dans l'attente de modification de la fiche vierge FID dans le logiciel NESSY (ajout d'un titre pour l'adresse du chantier et du cartouche pour l'apparence du déchet) à vérifier l'existence d'une mention manuscrite sur les FID finalisées (existence du titre associé à l'adresse et de l'apparence du déchets).

Dans l'attente d'une prochaine vérification, le constat est maintenu.

**La société SAREC doit s'assurer que le producteur remplit correctement l'ensemble des informations requises sur les fiches d'information préalables. Si besoin, la société SAREC peut l'aider au travers de la fourniture d'une FID vierge ou préremplie.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des rejets aqueux
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Température : &lt; [ 30°C ] °C</li> <li>• pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)</li> <li>• Matières en suspension : 100 mg/l</li> <li>• DCO : 300 mg/l</li> <li>• DBO5 : 100 mg/l</li> <li>• Indice phénols : 0,3 mg/l</li> <li>• Chrome hexavalent : 0,1 mg/l</li> <li>• Cyanures totaux : 0,1 mg/l</li> <li>• AOX : 5 mg/l</li> <li>• Arsenic : 0,1 mg/l</li> <li>• Hydrocarbures totaux : 10 mg/l</li> <li>• Métaux totaux : 15 mg/l</li> </ul> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 11] :</u>  Le paramètre pH mesuré dans les rejets aqueux a une concentration inférieure à la valeur limite autorisée.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :</u>  « La dernière analyse des rejets EP date de 06/2023. Nous avons effectué de nouvelles analyses en 05/2024. Le pH est désormais bon. Cependant les résultats MES / DCO / DBO et métaux totaux ne sont pas corrects.  Nous avons engagé immédiatement un curage de notre séparateur. Nous allons prendre contact avec un fournisseur de DSH pour un diagnostic de remplacement de l'équipement installé à la création du site. »</p> <p><u>Visite d'inspection du 20/03/2025 :</u>  La dernière analyse relative au prélèvement daté du 30/05/2024 (rapport INOVALYS D240514834)</p>

montre effectivement des dépassements importants :

- un dépassement en MES : 130 mg/l mesuré pour une limite à 100 ;
- un dépassement en DCO : 2100 mg/l mesuré pour une limite à 300 ;
- un dépassement en DBO5 : 1100 mg/l mesuré pour une limite à 100 ;
- des dépassements en métaux : plus de 22 mg/l de métaux totaux pour une limite à 15 sans compter le Hg et Sn qui n'ont pas été mesurés.

Les nouvelles analyses en 2025 devront permettre de vérifier l'efficacité de mesures engagées par l'exploitant pour s'assurer que les analyses soient conformes aux valeurs limites. Une mesure des concentrations des différents polluants sus-visés doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 23/05/2019 (avant dernier alinéa).

**Les paramètres MES, DCO, DBO5 et métaux totaux mesurés dans les rejets aqueux ont une concentration supérieure aux valeurs limites autorisées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 14 : Plan des réseaux des effluents**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/05/2019, article 4.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan des réseaux des effluents

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,



<ul style="list-style-type: none"> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 14] :</u>  Le plan des réseaux pourrait être disposé de manière plus lisible pour le service d'incendie et de secours.  Celui devant comporter également l'emplacement des déchets dangereux avec leurs symboles de dangers.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :</u>  "Concernant le plan des réseaux, celui-ci sera désormais affiché en extérieur, de façon visible. Par ailleurs nous allons contacter le service prévision du SDIS afin de leur transmettre notre plan de stockage et réseaux."</p> <p><u>Visite d'inspection du 20/03/2025 :</u> L'inspection constate lors de la visite du site la présence du plan des réseaux affiché à l'entrée du bâtiment. Par ailleurs, l'emplacement des déchets dangereux (batteries) et les symboles de danger associés sont bien positionnés sur ce plan.</p> <p><b>Pas d'écart constaté. L'écart relevé lors de la précédente inspection est levé.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Aire d'entreposage des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 8.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets aux abords</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]  Les emplacements des zones d'entreposage sont conformes à l'étude de danger.  [...]</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 18] :</u>  L'inspection a constaté que l'exploitant stocke des déchets non dangereux de type plastiques en benne à l'extérieur de son établissement, sur un terrain communal. L'exploitant a indiqué que ces déchets étaient en attente de partir. L'inspection a rappelé que le stockage à l'extérieur de l'établissement n'était pas autorisé.</p> <p>L'exploitant stocke des déchets sur un emplacement qui n'est pas autorisé.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :</u>  "Le stockage concerne 2 bennes de 30 m3 pour la COVED. Nous nous engageons à ne plus stocker de bennes sur le chemin limitrophe. Nous sommes en train de réfléchir à deux solutions : chercher un terrain d'accueil à proximité ou réorganiser nos stocks."</p> <p><u>Visite d'inspection du 20/03/2025 :</u></p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite du site que l'exploitant ne stocke plus de déchets en benne à l'extérieur de son établissement.</p> <p><b>Conforme. L'écart constaté lors de la précédente inspection est levé.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

**N° 16 : Envois de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2019, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des abords
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]  L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets.</p>
<b>Constats :</b>

Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 18] :

L'inspection a constaté que les déchets de plastiques ou autres stockés dans les bennes n'étaient pas protégés contre les envols en cas de vent.

L'exploitant ne prends pas les mesures nécessaires contres les envols de déchets.

Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :

"Nettoyage effectué aux abords de l'installation.

Nous nous engageons à faire des rondes régulières autour du site et à maintenir notre site dans un bon état de propreté (photo transmise)"

Visite d'inspection du 20/03/2025 :

L'exploitant explique avoir sensibilisé et formé le personnel de son entreprise. Au vu de l'état du site lors de la visite comparé à la précédente visite en 2024, l'état du site s'est nettement amélioré cependant aucun système n'a été mis en place pour éviter l'envol de déchets de plastiques (pas de bâche, filet ou autres systèmes sur la benne de déchets plastiques pour éviter les envols).

**L'exploitant ne prends pas les mesures de prévention nécessaires contres les envols de déchets.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 17 : Abord de l'installation**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/05/2019, article 2.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des abords

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté(peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,.....).

[...]

**Constats :**Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 17] :

L'inspection a constaté que la végétation en pourtour de l'installation proliférait de manière anarchique, La végétation commence à certains endroits à envahir les surfaces de stockage des déchets.

L'exploitant n'entretient pas les abords de son installation.

Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :

"Nettoyage effectué aux abords de l'installation.

Nous nous engageons à faire des rondes régulières autour du site et à maintenir notre site dans un bon état de propreté (photo transmise)."

Visite d'inspection du 20/03/2025 :

L'inspection constate une amélioration dans la zone au nord du site. L'exploitant mentionne avoir fait l'entretien de cette zone en juin 2024. L'inspection mentionne que la zone sud du site doit également être entretenue (prolifération de la végétation)

**L'exploitant n'entretient pas suffisamment les abords de son installation (zone sud).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 18 : Zone d'entreposage et de manipulation des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1\_§3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Zone d'entreposage et de manipulation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

**Constats :**

Visite d'inspection du 09/04/2024 - [Pdc n° 19] : L'exploitant trie et stocke des déchets de types laine de verre, laine de roche et/ou polystyrène, sans couverture, susceptibles d'être dégradés par l'infiltration d'eau rendant plus difficile leur valorisation ou élimination.

Réponse de l'exploitant en date du 10/06/2024 :

"Les déchets mentionnés sont destinés à 100 % à l'enfouissement (COVED). Ces déchets n'ont jamais fait l'objet d'un refus de la part de la COVED.

Concernant les potentiels ruissellements d'hydrocarbures nous sommes équipés d'un séparateur dédié à la récupération de ce type de substance. Nos analyses de rejets EP sont bonnes sur ce paramètre."

Visite d'inspection du 20/03/2025 :

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de laine de verre/roche sans couverture. Par contre, un stock de balles de cartons et de cartons en vrac sont entreposés en extérieur sans couverture. L'inspection rappelle que l'exploitant devra être vigilant à ce que ces déchets soient rapidement évacués pour ne pas qu'ils se dégradent ou qu'il devra trouver une solution pour les mettre à abri des eaux météorites.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite